

Paul Painlevé (1863-1933). Un scientifique en politique
Thèse dirigée par Monsieur le professeur Serge Berstein
Soutenue par Anne-Laure Anizan le 13 juin 2006

En 1933, le Parlement décide d'organiser des funérailles nationales pour Paul Painlevé et de l'inhumer au Panthéon. Ce mathématicien de réputation internationale, membre de l'Académie des sciences dont il fut le président, est, en raison de sa carrière parlementaire et ministérielle mais aussi de son rôle de leader de la gauche, considéré comme l'un des personnages consulaires de la Troisième République. Cette thèse, consacrée à sa carrière politique, a pour objectif de mettre en avant les mécanismes à l'origine de ce statut et ses modes d'expression. La recherche a été menée avec une double ambition : contribuer à la connaissance d'un personnage en partie oublié de l'histoire et apporter un éclairage sur le fonctionnement de la vie intellectuelle (en particulier scientifique) et politique française durant les trente premières années du 20^e siècle.

En raison de son origine professionnelle, de sa spécialisation sur les questions militaires, de sa volonté de réactualiser des formes politiques héritées du 19^e siècle, Paul Painlevé représente un type original d'intellectuel engagé en politique. Son parcours permet de présenter la culture militaire d'un civil ministre de la Guerre. Son expérience est aussi significative d'une capacité de résistance aux tendances politiques majoritaires et de la possibilité d'instaurer des modes de collaboration avec elles. Elle est représentative de formes d'engagement ayant su s'épanouir dans un paysage politique en construction et représenter une autre forme de modernité. Elle permet d'évaluer le rôle du socialisme indépendant, sa capacité à s'imposer entre les socialistes unifiés et les radicaux, la possibilité pour ceux qui s'en revendiquent de faire carrière en dehors des grands partis politiques. L'étude des engagements de Paul Painlevé est aussi l'occasion de s'intéresser à divers aspects de la réforme de l'État en faveur desquels il s'est investi tout au long de sa carrière : implication de l'État dans le domaine de la recherche, réorganisation du fonctionnement de l'exécutif, évolution des rapports entre pouvoirs exécutif et législatif.

LES ANNEES D'APPRENTISSAGE (1863-1914)

La première époque de cette thèse est consacrée aux années d'apprentissage (1863-1914). Elle s'intéresse à la constitution de réseaux scientifiques et politiques. Elle présente une filière originale d'accès à la fonction parlementaire et l'émergence à la Chambre des députés, dans les années 1910, d'un homme de gauche spécialiste des questions de défense nationale.

La formation d'un savant engagé

Par ses origines sociales (classes moyennes montantes), le type de formation reçue (ENS, agrégation et doctorat de mathématiques), les modalités de sa carrière professorale (lauréat puis membre de l'Institut, professeur à la faculté des sciences de Paris et à l'École Polytechnique) et les engagements contractés durant ses premières années d'exercice professionnel (intérêt pour la science appliquée, engagement dreyfusard), Paul Painlevé est représentatif d'une génération de normaliens en sciences. Ces élites scientifiques se caractérisent par leur humanisme. Il se traduit par une culture universelle d'honnête homme et par un intérêt très marqué pour les lettres et les arts. Il se manifeste aussi par le souci de mettre les compétences du savant au service de l'Homme, de se prêter à la vulgarisation scientifique, de favoriser la plus large diffusion du progrès des sciences et de l'accélérer par l'institution de liens entre recherches fondamentale et appliquée. Il conduit Paul Painlevé et son ami Émile Borel, également l'un des plus brillants mathématiciens de sa génération, à se passionner pour l'aviation naissante, à tenter d'obtenir des soutiens publics en faveur de son développement (projet de Laboratoire national d'aviation). Cet humanisme a aussi comme corollaire l'engagement dans le débat civique au moment de l'affaire Dreyfus et le militantisme à la Ligue des droits de l'Homme. Il conduit à un investissement multiforme dans le domaine associatif (Universités Populaires, Association philotechnique, Office central des nationalités, Société des amis du peuple russe, etc.).

Le député républicain socialiste du 5^e arrondissement de Paris (1910-1914)

Contrairement aux scientifiques de son entourage, Paul Painlevé franchit le pas de la politique active. Élu député en 1910, il participe à la fondation du parti républicain socialiste (il en est président d'honneur à partir de 1925). Jusqu'à la fin de sa carrière, il demeure fidèle à cette famille politique s'inscrivant à gauche, dans la tradition du socialisme indépendant, et située entre les socialistes unifiés et les radicaux. Bien que les républicains socialistes aient constitué des groupes parlementaires numériquement peu importants (entre une

vingtaine et une quarantaine de députés selon les législatures), ils ont représenté une force d'animation de la vie politique loin d'être négligeable. Durant la législature 1910-1914, Paul Painlevé émerge comme l'un des leaders républicains socialistes. Tout en s'engageant dans les grands débats de son temps, en particulier contre la loi des trois ans, il fait rapidement figure de spécialiste des questions militaires prenant partie en faveur d'une rapide modernisation de l'armée française, en particulier du développement de l'aviation et des sous-marins.

LES RESPONSABILITES DU TEMPS DE GUERRE (1914-1918)

La deuxième époque de cette thèse porte sur les responsabilités confiées à Paul Painlevé durant la Première Guerre mondiale. La mobilisation scientifique est appréhendée comme un aspect de la culture de guerre. L'analyse porte aussi sur les formes du gouvernement de guerre, l'évolution des rapports entre pouvoirs exécutif, législatif et haut commandement et la question des modes d'exercice de l'autorité politique.

La science au service de la défense nationale (1914-1916)

Entre 1914 et 1915, membre des influentes commissions parlementaires de l'Armée et de la Marine de guerre, Paul Painlevé lutte pour le respect des droits du Parlement et l'extension du contrôle parlementaire. Il dirige également la politique des inventions intéressant la défense nationale. Il favorise la mobilisation d'une partie de l'élite scientifique française et la collaboration entre militaires et civils dans le domaine de l'innovation. Fort de son statut politique, de ses compétences et de sa notoriété scientifiques, il tente d'obtenir de l'État en guerre les moyens d'intensifier, d'institutionnaliser et de rationaliser la recherche menée sous l'égide de l'État. Nommé en 1915 ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Inventions dans le cabinet Briand, il contribue à développer la politique des inventions intéressant la défense nationale, à mettre en œuvre la collaboration interalliée dans ce domaine et à populariser le mythe de la guerre scientifique. L'innovation militaire est alors présentée comme l'une des clefs de la victoire pour le camp allié.

La direction de la guerre (1917)

En 1917, il est choisi pour être ministre de la Guerre dans le cabinet Ribot. Au sein de l'exécutif, il tente en vain de s'opposer au déclenchement d'une offensive stratégique en avril 1917. Son échec le conduit à remanier le haut commandement français. La nomination de Pétain comme général en chef est conçue comme l'affirmation de changements stratégiques et tactiques. Le ministre de la Guerre est néanmoins confronté aux mutineries sur le front ouest et le front d'Orient. Il accorde à Pétain les moyens de mener une politique de répression et soutient les mesures de guérison proposées par le général en chef pour améliorer la vie des soldats au front. Il favorise l'entrée en guerre de la Grèce dans le camp allié, prépare l'arrivée des troupes américaines sur le sol français. Il doit faire face à l'effondrement du front russe et à la défaite de Caporetto en Italie. Avec les Britanniques, il obtient la création d'un Conseil supérieur de guerre interallié conçu comme les prémisses de l'institution d'un commandement unique. À l'automne 1917, l'éphémère premier ministre Painlevé (dans lequel il conserve le portefeuille de la Guerre), malgré la mise en œuvre de nouveaux modes de direction gouvernementale, est synonyme de rupture de l'Union sacrée.

UN LEADER DE LA GAUCHE (1919-1925)

La troisième époque de cette thèse s'intéresse aux années 1919-1925 durant lesquelles Paul Painlevé s'impose comme un leader de la gauche. Elle porte sur le poids de l'ancrage partisan et le rôle des soutiens extra-parlementaires dans l'émergence d'un tel leader. Pour cette période de l'immédiat après-guerre, elle analyse également l'influence du parlementarisme de guerre dans les relations entre le Parlement et le pouvoir exécutif ainsi que les réformes alors proposées pour moderniser le fonctionnement de l'État.

La constitution du Cartel (1919-1924)

À partir de 1921, Paul Painlevé est à la tête de la Ligue de la République un promoteur du Cartel. S'appuyant sur la presse radicalisante (notamment *L'Oeuvre*, *L'Ère Nouvelle* et *Le Quotidien*) et s'associant à diverses organisations appartenant au « camp républicain » (en particulier la Ligue des droits de l'Homme), la Ligue de la République met en œuvre une stratégie de contournement des partis pour populariser au sein de l'électorat de gauche l'idée d'un Cartel électoral et proposer un programme pour les élections législatives de 1924. La Ligue de la République fait figure d'organisation de relève : des hommes politiques ont été formés dans ses rangs et elle a proposé un programme de réformes. Le rapport de la Ligue de la République aux partis s'inscrit dans une problématique de concurrence et de satellisation. Le succès de la Ligue est symptomatique de la capacité d'une association politique à occuper le champ extra parlementaire. La propagande ligueuse est prise en modèle au sein d'un parti radical en reconstruction. La forme partisane sort finalement vainqueur de cette compétition avec la Ligue puisque les élus issus de ses rangs rejoignent les partis et leurs groupes parlementaires.

Au temps du Cartel (1924-1925)

Le succès des gauches aux élections législatives de 1924 est aussi celui du président de la Ligue de la République. Avec Léon Blum et Édouard Herriot, il est alors l'un des *triumviri* cartellistes. Il est élu président de la Chambre des députés et est le candidat unique des gauches à l'élection présidentielle qui suit la démission d'Alexandre Millerand. Les deuxième et troisième ministères Painlevé de 1925 sont néanmoins ceux de la rupture du Cartel. L'aspect cartelliste des présidences du Conseil de Paul Painlevé est envisagé selon une double définition : le respect du programme proposé pour les élections législatives de 1924 et le soutien de la majorité issue de ce scrutin. La politique portée par le ministre des Affaires étrangères du deuxième gouvernement Painlevé, Aristide Briand, conduisant aux accords de Locarno, contribue à son enracinement cartelliste. Mais la politique financière choisie par son ministre des Finances, Joseph Caillaux, lui vaut rapidement l'opposition des socialistes puis des radicaux. La répression des révoltes au Maroc, au Liban et en Syrie, dont il a la responsabilité en tant que ministre de la Guerre, est aussi à l'origine d'une opposition dans les rangs socialistes et parmi ceux qui constituent ses soutiens extra-parlementaires.

ÉPILOGUE

La fin de la carrière politique de Paul Painlevé est traitée sous la forme d'un épilogue. À la fin des années 1920 et au début des années 1930, il est ministre de la Guerre ou de l'Air dans neuf cabinets. Il prépare les grandes réformes de l'armée française encore en vigueur en 1939, notamment le service d'un an et l'élaboration de ce que l'histoire a retenu sous le nom de ligne Maginot. Considéré comme un pacifiste proche des milieux genevois, il entend assurer la défense nationale tout en approfondissant la paix en Europe grâce à l'action de la SDN et à différentes institutions favorisant la coopération internationale. Il s'engage tout particulièrement en faveur de la coopération intellectuelle (il est notamment président du comité de direction de l'Institut international de coopération intellectuelle). Ayant très précocement perçu les dangers de la montée du fascisme en Europe et les conséquences de l'extension de la crise pour la démocratie et la paix, il apparaît comme l'un des premiers antifascistes français.